



VILLE DE
SAINT ANDRÉ

DROIT DEVANT

ARRÊTE N° 618 /2022

Portant réglementation temporaire de la circulation et
du stationnement lors d'une exposition de cachalot.

KR/P.M/ WJ ./2022.

LE MAIRE

- Vu la loi n° 82-293 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des Départements et Régions modifiée,
 - Vu l'article L 211-1 du code la sécurité intérieure.
 - Vu les articles L 2212-2, L 2212-5 L 2214-3 et L 2213-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
 - Vu les articles R417-10, R325-12 et suivants relatifs à la mise en fourrière des véhicules, du Code de la Route,
 - Vu l'article R 610-5 du Code Pénal,
 - Vu l'article R 102 du code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel.
- ◆ Considérant la déclaration de la Direction du Développement Culturel de la commune de Saint-André, en date du **18 Août 2022**, qui organise une Exposition Cachalot **le vendredi 16 Sptembre 2022 de 8 heures à 15 heures.**
 - ◆ Considérant qu'il importe dans l'intérêt de l'ordre et de la Sécurité publics de réglementer la circulation des véhicules toutes catégories à l'occasion de manifestation.
 - ◆ Considérant qu'il importe de prendre des mesures pour le bon déroulement de cette manifestation.

ARRÊTE

ARTICLE 1

La Circulation et le stationnement des véhicules de toutes catégories seront interdits

Du Jeudi 15 Septembre 2022, 00 heure au vendredi 16
Septembre 2022 à 15 heures:

- △ **Impasse Lacoaret, Parking de la médiathèque Auguste Lacaussade face à l'école de danse, sur une partie du parking délimitée par les organisateurs.**

ARTICLE 2

Une signalisation réglementaire sera apposée pour permettre la bonne exécution du présent arrêté au moins 24 heures avant la manifestation.

ARTICLE 3

Les véhicules en infraction par rapport à l'article 1 seront enlevés par la fourrière aux frais du propriétaire conformément aux articles R417-10, R325-12 et suivants relatifs à la mise en fourrière des véhicules, du Code de la Route.

ARTICLE 4

Les forces de police pourront réguler le trafic routier en cas de nécessité.

ARTICLE 5

Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Chef de la Circonscription de la Police Urbaine de l'Est, Monsieur le Chef de la Police Municipale de Saint-André sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté.

Fait à Saint-André, le 31 AOUT 2022



Pour le Maire et par délégation

Le 1^{er} Adjoint

Gilles NAZE